

Partie 4 Cadre réglementaire

1. Contexte réglementaire	31
1.1. L'autorisation environnementale	31
1.2. Demande d'examen au cas par cas.....	33
1.3. Autres démarches administratives	33
2. Autorisations concernées	34
2.1. Classement au titre des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	34
2.1.1. Rubriques concernant les marchandises stockées	34
2.1.2. Rubriques concernant les installations techniques.....	36
2.1.3. Bilan, classement de l'établissement.....	36
2.2. Situation au regard de l'arrêté du 26/05/2014 dit Seveso 3	39
2.3. Conformité aux arrêtés ministériels applicables.....	40
2.4. Loi sur l'Eau	40
2.5. Dérogation à la destruction d'habitats et d'espèces protégées.....	42
3. Rayon d'affichage, communes concernées	44

Illustrations

Figure 1 : Procédure de demande d'autorisation environnementale.....	32
Figure 2 : Liste des rubriques ICPE	38
Figure 3 : Bilan des IOTA concernant le projet	41
Figure 4 : Liste des espèces et milieux concernés.....	43

1. Contexte réglementaire

1.1. L'autorisation environnementale

Dans le cadre de la modernisation du droit de l'environnement et de la simplification des démarches administratives, le Gouvernement a décidé d'unifier certaines procédures et de fusionner les autorisations nécessaires pour la réalisation d'un projet. L'objectif est de rationaliser les instructions administratives, en réduisant le délai d'obtention des actes et le nombre d'interlocuteurs pour le porteur du projet.

Cette procédure d'autorisation environnementale doit conduire à une décision unique du préfet de département, pour l'ensemble des décisions de l'État relevant :

- **Du Code de l'environnement :**
 - autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
 - autorisation au titre des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA),
 - autorisation spéciale au titre de la législation des réserves naturelles nationales ou des réserves naturelles de Corse,
 - autorisation spéciale au titre de la législation des sites classés,
 - dérogations à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés,
 - agrément pour l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM),
 - agrément des installations de traitement des déchets ;
 - déclaration IOTA ;
 - enregistrement et déclaration ICPE.
- **Code forestier :**
 - autorisation de défrichement.
- **Code de l'énergie :**
 - autorisation d'exploiter les installations de production d'électricité.
- **Code des transports, code de la défense et code du patrimoine :**
 - autorisation pour l'établissement d'éoliennes

Les bénéfices attendus par cette nouvelle procédure sont les suivantes :

Pour le pétitionnaire, une plus grande lisibilité sur les démarches administratives grâce à un dossier et un interlocuteur uniques.

Les éventuelles demandes de compléments sont faites par l'administration de manière groupée.

Une meilleure vision globale de tous les enjeux environnementaux du projet.

Une plus grande stabilité juridique du projet qui ne peut être autorisé ou refusé qu'en une seule fois, évitant la remise en question de sa réalisation à plusieurs reprises.

La participation du public et des collectivités locales est facilitée avec la conduite d'une enquête publique unique à partir d'un dossier présentant le projet dans sa globalité.

Le déroulement de la procédure est la suivante :

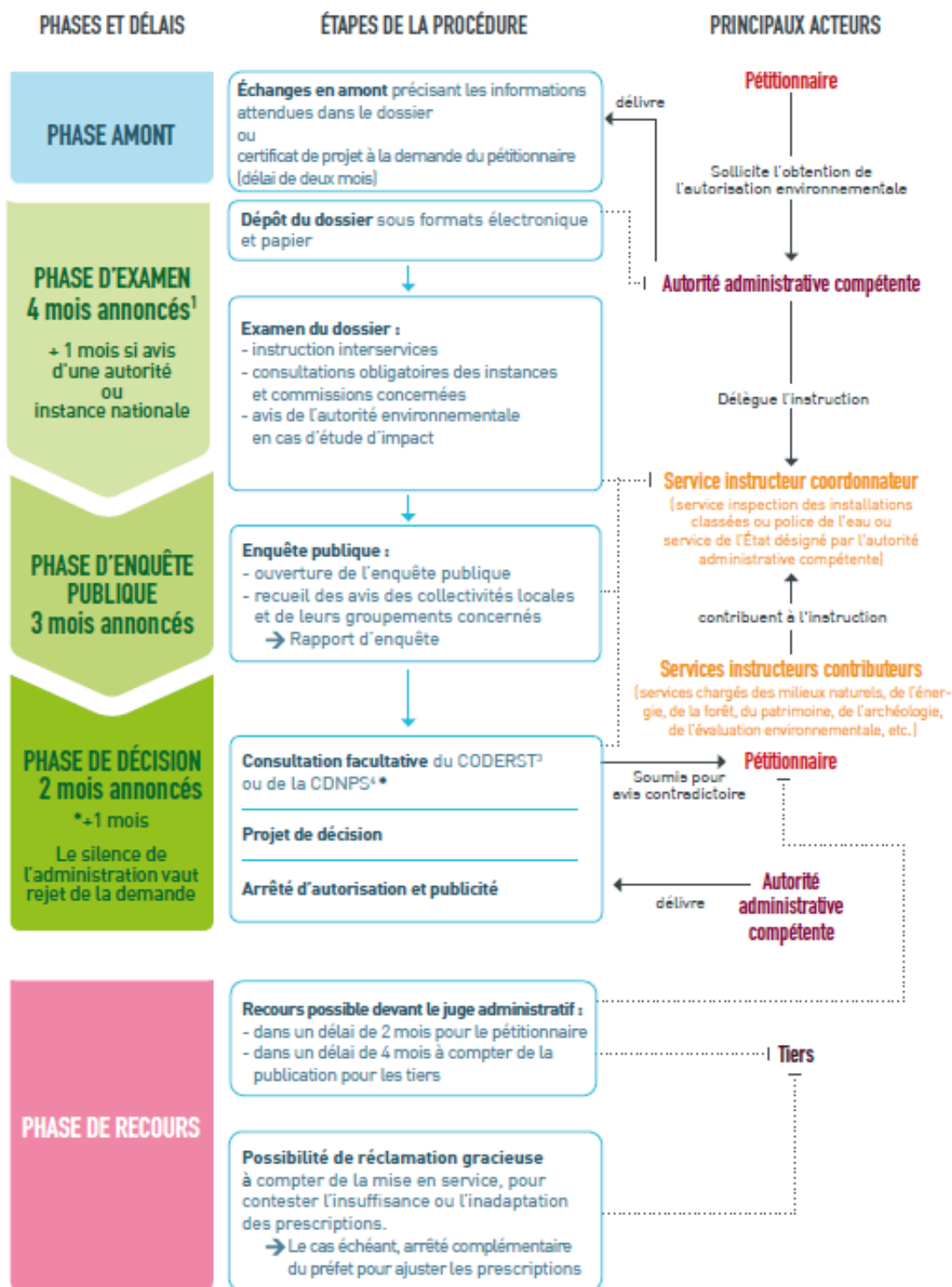


Figure 1 : Procédure de demande d'autorisation environnementale

Extrait document publié par le Ministère de l'Environnement en janvier 2017.

1.2. Demande d'examen au cas par cas

L'article R122-2 définit les projets qui doivent être soumis à évaluation environnementale. Selon le type de projet et son envergure, l'évaluation environnementale est soit systématique, soit demandée au cas par cas.

Le tableau annexé à l'article R122-2 du Code de l'environnement définit les catégories de projets concernés et les critères de soumissions à évaluation environnementale. Dans le cas du projet ARGAN, aucune catégorie ne le soumet à évaluation environnementale.

Une demande d'examen au cas par cas a été déposée en septembre 2018 pour les deux catégories suivantes :

1. Installations classées pour la protection de l'environnement : les rubriques ICPE concernant le projet ARGAN n'entrent pas dans le cadre des ICPE faisant l'objet d'une évaluation environnementale obligatoire.

39. Travaux, construction et opérations d'aménagement : construction créant une surface de plancher comprise entre 10 000 et 40 000 m².

Suite à cette demande d'examen au cas par cas et au vu du contexte, l'autorité environnementale a demandé la réalisation d'une évaluation environnementale.

Dans ce cadre, une étude d'impact a donc été réalisée. Elle est jointe au présent dossier de demande d'autorisation et à la demande de permis de construire.

1.3. Autres démarches administratives

Une demande de permis de construire au titre de l'urbanisme est déposée parallèlement à la demande d'autorisation environnementale. Cette demande est soumise à évaluation environnementale donnant lieu à une enquête publique. Celle-ci pourra se dérouler conjointement à l'enquête publique concernant la présente demande.

2. Autorisations concernées

2.1. Classement au titre des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

Remarque préalable : Bien que le bâtiment soit conçu pour la société SMAD, unique locataire, il s'agit d'un bâtiment qui va rester propriété d'ARGAN, investisseur. Pour cette raison, nous demandons à pouvoir stocker des marchandises entrant dans le cadre des rubriques classiques de matières combustibles non dangereuses même si l'ensemble de ces rubriques n'est pas utile à la société SMAD.

Ainsi, nous gardons la possibilité de stocker dans toutes les cellules, seules ou en mélange, des marchandises entrant dans le cadre des rubriques 1530, 1532, 2662 et 2663.

2.1.1. Rubriques concernant les marchandises stockées

1510 : Entrepôt couvert abritant plus de 500 t de matières combustibles.

L'unité de stockage dans un entrepôt est appelée par simplification de langage une « palette ». Une « palette » se compose :

- ✓ d'un support en bois : la palette proprement dit. La palette en bois standard ou « palette europe » a comme dimensions 1200 x 800 x 20 mm pour un poids variant de 20 à 30 kg.
- ✓ des marchandises généralement emballées dans des cartons ;
- ✓ d'un film en PE (polyéthylène) qui maintient les cartons sur la palette.

Le poids de matières combustibles est estimé à 600 kg par palette pour un volume stocké de 1,7 m³.

L'ensemble des cellules de stockage représente 55 000 emplacements palettes soit 33 000 tonnes de matières combustibles. Elles sont toutes susceptibles d'abriter, seuls ou en mélange, des produits entrant dans la rubrique « 1510 ».

↳ **Le volume de stockage retenu pour la rubrique 1510 est le volume global de l'entrepôt soit, 301 790 m³ contenant 33 000 t de matières combustibles.**

Rubrique 1530 : Dépôt de papier, carton et matériaux analogues

La rubrique 1530 correspond au stockage de papier et carton. Il peut s'agir soit de stock de d'emballages vides, soit de marchandises type livres, ramettes de papiers, papier hygiénique, essuie-tout, etc.

Toutes les cellules pourront abriter cette rubrique (soit 55 000 palettes). Pour cette rubrique, le volume pris en compte est le volume occupé par les marchandises. On prendra comme hypothèse un volume occupé de 1,7 m³ par palettes soit 93 500 m³.

🔗 **Le volume de stockage maximum pour la rubrique 1530 est de 93 500 m³.**

Rubrique 1532 : Dépôt de bois et matériaux analogues

La rubrique 1532 correspond au stockage de bois. Il peut s'agir soit de stock de palettes vides, soit de marchandises en bois ou assimilé (meubles, objets de décoration, emballages divers).

Le stockage de meubles peut se faire sur palettes (meubles en kit) ou non (meubles montés, complet). Dans le premier cas, il ne s'agit pas de palettes et de racks standards. Dans le deuxième cas, c'est un stockage en masse au sol.

Comme pour les rubriques précédentes, le volume pris en compte est le volume occupé par les marchandises. Elles pourront être stockées dans toutes les cellules. On prendra comme hypothèse un volume occupé de 1,7 m³ par palettes soit, pour 55 000 palettes, 93 500 m³.

🔗 **Le volume de stockage maximum pour la rubrique 1532 est de 93 500 m³**

Rubriques 2662 et 2663

La rubrique 2662 regroupe des produits à base de polymères et matières plastiques purs, correspondant à des matières premières utilisées dans l'industrie (Note d'interprétation DPPR/SEI/ GV-238 du 17/12/03). Il s'agit en particulier des granulés plastiques et autres matières premières utilisés pour la fabrication des certaines pièces plastiques.

La rubrique 2663 correspond à des produits composés à plus de 50% (en masse) de polymères, matières plastiques, etc.

La rubrique 2663 est divisée en deux sous-rubriques : matières alvéolaires ou expansées (2663-1) ou matières non alvéolaires ou non expansées (2663-2). Dans notre cas, le bâtiment n'abritera pas de marchandises composées de polymères sous forme alvéolaire ou expansés. Les marchandises présentes entreront uniquement sous la rubrique 2663-2.

Pour les rubriques 2662 et 2663-2, le volume pris en compte est le volume occupé par les marchandises.

Elles pourront être stockées dans toutes les cellules. On prendra comme hypothèse un volume occupé de 1,7 m³ par palettes soit, pour 55 000 palettes : 93 500m³.

🔗 **Le volume de stockage maximum pour les rubriques 2662 et 2663 est de 93 500 m³**

2.1.2. Rubriques concernant les installations techniques

2925 : Atelier de charge d'accumulateur

Le bâtiment compte 1 local de charge.

↳ **Le local de charge présente une puissance de charge de 60 kW.**

4734 : Produits pétroliers

L'installation sprinkler et le local incendie fonctionnent avec des motopompes diesel. Ces motopompes sont alimentées par une cuve de 1 000 l de fioul domestique chacune, soit 2 000 l (densité = 0,88).

↳ **La quantité de fioul présente est de 1 760 kg**

4802 : Utilisation de gaz à effet de serre

16 roofs-tops permettent la climatisation du bâtiment. Ils utiliseront un gaz frigorigène de type R407C ou équivalent, gaz à effet de serre.

Chaque appareil utilise 39 kg de gaz.

↳ **La quantité présente dans les installations sera de 624 kg au total.**

2.1.3. Bilan, classement de l'établissement

Le tableau qui suit détaille le niveau de classement de l'établissement pour chaque rubrique concernée.

Rubrique	Désignation des activités	Installations concernées	Régime (*)
1185-2	<p>Gaz à effet de serre Emploi dans des équipements clos en exploitation</p> <p>a) Equipements frigorifiques ou climatiques de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée étant supérieure ou égale à 300 kg</p> <p>b) Equipements d'extinction, la quantité cumulée étant supérieure ou égale à 200 kg.</p>	<p>Equipements rooftops en toiture</p> <p>Total = 624 kg</p>	DC
1510-1	<p>Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public.</p> <p>Le volume des entrepôts étant :</p> <p>1. supérieur ou égal à 300 000 m³</p> <p>2. supérieur ou égal à 50 000 m³, mais inférieur à 300 000 m³</p> <p>3. supérieur ou égal à 5 000 m³, mais inférieur à 50 000 m³</p>	<p>Ensemble des zones de stockage :</p> <p>Volume global : 301 790 m³</p> <p>Quantité de matières combustibles : 33 000 t</p>	A
1530-1	<p>Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés à l'exception des établissements recevant du public.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>1. supérieure à 50 000 m³</p> <p>2. supérieure à 20 000 m³ mais inférieure ou égale à 50 000</p> <p>3. supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³</p>	<p>Ensemble des zones de stockage:</p> <p>Volume stocké = 93 500 m³</p>	A
1532-1	<p>Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés à l'exception des établissements recevant du public.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>1. supérieure à 50 000 m³</p> <p>2. supérieure à 20 000 m³ mais inférieure ou égale à 50 000</p> <p>3. supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³</p>	<p>Ensemble des zones de stockage:</p> <p>Volume stocké = 93 500 m³</p>	A
2662-1	<p>Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>1. supérieur ou égal à 40 000 m³</p> <p>2. supérieur ou égal à 1 000 m³, mais inférieur à 40 000 m³</p> <p>3. supérieur ou égal à 100 m³, mais inférieur à 1 000 m³</p>	<p>Ensemble des zones de stockage:</p> <p>Volume stocké = 93 500 m³</p>	A

Rubrique	Désignation des activités	Installations concernées	Régime (*)
2663-2a	<p><u>Stockage</u> de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de <u>polymères</u> (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques).</p> <p>...</p> <p>2. A l'état non expansé et non alvéolaire et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) supérieur ou égal à 80 000 m³</p> <p>b) supérieur ou égal à 10 000 m³, mais inférieur à 80 000 m³</p> <p>c) supérieur ou égal à 1 000 m³, mais inférieur à 10 000 m³</p>	<p>Ensemble des zones de stockage:</p> <p>Volume stocké = 93 500 m³</p>	A
2925	<p><u>Ateliers de charge d'accumulateurs :</u></p> <p>La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW</p>	<p>1 local de charge</p> <p>P = 60 kW</p>	D
4734-2	<p><u>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences ; kérosène, gazole, etc.</u></p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant</p> <p>2. Pour les stockages aériens</p> <p>a). supérieure ou égale à 1 000 t</p> <p>b). supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total mais inférieure à 1 000 t</p> <p>c). supérieure ou égale à 50 t au total mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total</p>	<p>Cuves aériennes de fioul = 2 m³</p> <p>Total = 1,76 t</p> <p>Soit 1 760 kg</p>	NC

(*) : AS : autorisation avec servitudes A : autorisation
D : déclaration DC : déclaration avec contrôle périodique
E : enregistrement NC : non classé

Figure 2 : Liste des rubriques ICPE

2.2. Situation au regard de l'arrêté du 26/05/2014 dit Seveso 3

L'arrêté ministériel du 26/05/2014 transpose en droit français la directive européenne directive n° 2012/18/UE dite « directive Seveso 3 ». Ce texte régit la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

Cet arrêté distingue deux catégories d'établissements :

1. les établissements dits « seuil haut »
2. les établissements dits « seuil bas »

Les seuils de classements « haut » et « bas » sont précisés dans la nomenclature des ICPE pour chaque rubrique de produits dangereux concernée.

Pour déterminer la situation de l'établissement par rapport à l'arrêté du 26/05/2014, on distingue 3 groupes de produits :

- 1. les substances ou mélanges « dangereux pour la santé » visés par les rubriques 4100 à 4199 ou nommément désignées dans les rubriques 4700 à 4899.
- 2. les substances ou mélanges « présentant un danger physique » visés par les rubriques 4200 à 4499 ou nommément désignées dans les rubriques 4700 à 4899.
- 3. les substances ou mélanges « dangereux pour l'environnement » visés par les rubriques 4500 à 4599 ou nommément désignées dans les rubriques 4700 à 4899.

Groupe 1 :

Il n'y a pas de substances ou mélanges entrant dans cette famille de risque.

Groupe 2 :

Les rubriques concernant notre établissement sont :

4734 : produits pétroliers.

Groupe 3 :

Il n'y a pas de substances ou mélanges entrant dans cette famille de risque.

Les seuils Seveso pour les produits pétroliers sont :

Seuil bas : 2 500 t
Seuil haut : 25 000 t

Avec une quantité totale de 1,76 t l'établissement n'est pas concerné par l'arrêté du 26/05/2014

2.3. Conformité aux arrêtés ministériels applicables

Rubriques 1510, 1530, 1532, 2662 et 2663

Le projet est conforme aux dispositions applicables aux installations nouvelles mentionnées dans l'arrêté du 11/04/2017 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous les rubriques 1510, 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le tableau joint en **Annexe 3** montre la conformité du projet à cet arrêté ministériel.

Rubrique 2925

Les locaux de charge seront conformes aux prescriptions de l'arrêté du 29 mai 2000. Cependant, une demande de dérogation est effectuée concernant la toiture qui sera identique à celle de l'entrepôt avec un complexe multicouche de résistance au feu BROOF (t3).

Voir demande de dérogation en **Annexe 2**.

2.4. Loi sur l'Eau

Comme pour les installations classées, il existe une procédure de déclaration ou de demande d'autorisation pour les Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (IOTA), liés au domaine de l'eau (forages, aménagement de digues, imperméabilisation de surfaces, rejets dans les milieux aquatiques, etc.). La nomenclature des ouvrages et travaux concernés et les seuils de classement sont donnés par l'article R214-1 du Code de l'Environnement.

Depuis l'ordonnance 2017-80 du 26/01/2017, une demande d'autorisation environnementale unique regroupe pour un même projet, les autorisations autrefois instruites séparément comme les demandes d'autorisation ICPE, les demandes d'autorisation « IOTA », les demandes de défrichements, etc (art. L181-1 et suivants du Code de l'Environnement).

Ainsi, la demande d'autorisation au titre des ICPE porte également sur les installations, ouvrages, travaux et activités relevant de l'article L. 214-1 projetés par le pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à l'installation classée ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients. Ils sont regardés comme faisant partie de l'installation et ne sont pas soumis aux dispositions des articles L. 214-3 à L. 214-6 et du chapitre unique du titre VIII du livre 1er.

Dans le cadre de notre projet, l'aménagement du terrain va s'accompagner de l'imperméabilisation de grandes surfaces (création de voiries, aires de stationnement, bâtiments), de la création de bassins pour la gestion des eaux pluviales de toiture et le bassin de rétention des eaux d'extinction.

Après traitement et régulation, les eaux pluviales du site se rejettent dans le réseau public de la zone. Après rejet dans le réseau public du parc d'activité, les eaux pluviales sont à nouveau traitées par un séparateur à hydrocarbures et régulées par un bassin d'orage.

Le projet prévoit l'aménagement de 6,2 ha, **les rejets des eaux pluviales** entrent dans le cadre de la rubrique 2.1.5.0. :

Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface interceptée étant :

1. supérieure ou égale à 20 ha
2. supérieure à 1 ha et inférieure à 20 ha.

La surface du terrain est de 6,2 ha, le réseau d'assainissement du site ne draine pas d'eaux pluviales venant d'autres terrains. La surface interceptée est donc de 6,2 ha.

Les rejets d'eaux pluviales sont soumis à **déclaration** au titre de la rubrique 2.1.5.0.

La création de **bassins** entre dans le cadre de la rubrique **3.2.3.0** :

Plans d'eau, permanents ou non :

1. dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha
2. dont la superficie est supérieure à 0,1 ha et inférieure à 3 ha.

La surface du bassin étanche sera d'environ 0,17 ha. Le bassin est soumis à **déclaration** au titre de la rubrique 3.2.3.0.

La destruction de **zones humides** entre dans le cadre de la rubrique 3.3.1.0.

Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée étant :

- Supérieure ou égale à 1 ha
- Supérieure à 0,1 ha et inférieure à 1 ha

L'aménagement du terrain va entraîner la destruction effective de 0,09 ha de zones humides. Il n'est pas classé au titre de la rubrique 3.3.1.0.

Rubriques		Classement
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales, la surface concernée étant de 6,2 ha.	Déclaration
3.2.3.0.	Création de plans d'eau permanents ou non, la surface des bassins étant de 0,17 ha.	Déclaration
3.3.1.0.	Assèchement de zones humides, soit 0,09 ha	Non classé

Figure 3 : Bilan des IOTA concernant le projet

2.5. Dérogation à la destruction d'habitats et d'espèces protégées

Les travaux d'aménagement des terrains vont entraîner la destruction de milieux naturels et des impacts sur la faune et la flore présentes sur le site. Une étude réalisée sur l'emprise du terrain montre la présence d'espèces protégées qui pourraient être concernées par les travaux.

Une demande est donc déposée, dans le périmètre du projet, conformément à la possibilité de dérogation laissée par l'article L 411-2 du code de l'environnement. Ce dossier est rédigé conformément à l'arrêté ministériel du 19 février 2007 et a pris en considération la "Note de procédure 2018 à l'intention des Maîtres d'ouvrage pour les dérogations à l'interdiction de destruction des espèces protégées au titre de l'article L411-2 du code de l'environnement" éditée par la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (version actualisée de mai 2018).

Type de dérogation demandée	AMPHIBIENS (5 espèces)	REPTILES (1 espèce)	OISEAUX (19 espèces)	CHIROPTERES (6 espèces)
Pour destruction et perturbation de spécimens d'espèces animales protégées	Triton crêté (<i>Triturus cristatus</i>) ; Triton alpestre (<i>Ichthyosaura alpestris</i>) ; Triton palmé (<i>Lissotriton helveticus</i>) ; Crapaud commun (<i>Bufo bufo</i>) ; Grenouille agile (<i>Rana dalmatina</i>)	Lézard des murailles (<i>Podarcis muralis</i>) Couleuvre vipérine (<i>Natrix maura</i>)	-	-
Pour destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées	Triton crêté (<i>Triturus cristatus</i>) ; Triton alpestre (<i>Ichthyosaura alpestris</i>) ; Triton palmé (<i>Lissotriton helveticus</i>) ; Crapaud commun (<i>Bufo bufo</i>) ; Grenouille agile (<i>Rana dalmatina</i>)	Lézard des murailles (<i>Podarcis muralis</i>) Couleuvre vipérine (<i>Natrix maura</i>)	Oedicnème criard (<i>Burhinus oedicnemus</i>) Petit Gravelot (<i>Charadrius dubius</i>) ; Huppe fasciée (<i>Upupa epops</i>) ; Chevêche d'Athéna (<i>Athena noctua</i>) ; Pie-grièche écorcheur (<i>Lanius collurio</i>) ; Tarier pâle (<i>Saxicola rubicola</i>) ; Chardonneret élégant (<i>Carduelis carduelis</i>) ; Mésange à longue queue (<i>Aegithalos caudatus</i>) Pic épeiche (<i>Dendrocopos major</i>) ; Pic vert (<i>Picus viridis</i>) ; Pinson des arbres (<i>Fringilla coelebs</i>) ; Rougegorge familier (<i>Erithacus rubecula</i>) ; Rossignol philomèle (<i>Luscinia megarhynchos</i>) ; Bergeronnette grise (<i>Motacilla alba</i>) ; Hypolaïs polyglotte (<i>Hippolais polyglotta</i>) ; Fauvette à tête noire (<i>Sylvia atricapilla</i>) ; Mésange bleue (<i>Cyanistes caeruleus</i>) ; Mésange charbonnière (<i>Parus major</i>) ; Moineau domestique (<i>Passer domesticus</i>)	Barbastelle d'Europe (<i>Barbastella barbastellus</i>) Noctule de Leisler (<i>Nyctalus leisleri</i>) ; Murin de Brandt (<i>Myotis brandtii</i>) ; Murin à moustaches (<i>Myotis mystacinus</i>) ; Pipistrelle de Nathusius (<i>Pipistrellus nathusii</i>) ; Pipistrelle commune (<i>Pipistrellus pipistrellus</i>)
Pour capture ou enlèvement de spécimens d'espèces animales protégées	Triton crêté (<i>Triturus cristatus</i>) ; Triton alpestre (<i>Ichthyosaura alpestris</i>) ; Triton palmé (<i>Lissotriton helveticus</i>) ; Crapaud commun (<i>Bufo bufo</i>) ; Grenouille agile (<i>Rana dalmatina</i>)	-	-	-

Figure 4 : Liste des espèces et milieux concernés

3. Rayon d’affichage, communes concernées

Le rayon d’affichage de l’enquête publique est de 2 km.

Les communes entrant dans le rayon d’affichage de l’enquête publique sont :

- Sarcey
- Bully
- Saint-Jean-de-Popey
- Les Olmes

Elles se situent toutes dans le département du Rhône.

📍 Voir Extrait carte IGN en **Annexe 4.**